

le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire à l'ordre de SARO
ou chèque postal à l'ordre du
« Prolétaire »

Abonnements :
1 an : 50 F ; 6 mois : 25 F
pli fermé : 80 F et 40 F
Abonnements de soutien :
à partir de 100 F

17^e ANNEE - N° 325
LE NUMERO : 2 F 50
20 FB - 1 FS
12 au 26 décembre 1980

Ne touchez pas aux ouvriers polonais !

En 1953, la grève des ouvriers du bâtiment à Berlin provoquait l'intervention brutale des chars russes. Il y eut alors officiellement une dizaine de morts.

Alors que la propagande orchestrée par l'Occident « libre » cherchait à transformer ces faits sanglants en une condamnation du communisme, la presse stalinienne fit tout pour réduire cette révolte à une banale provo-

cation ourdie par des hooligans stipendiés (ce qu'il est bien plus difficile de faire aujourd'hui en Pologne, où un pays entier est secoué par une crise durable). Pour nous, il s'agissait bien d'une manifestation de colère prolétarienne contre l'exploitation capitaliste et d'une tentative pour secouer son joug pesant.

L'événement fut l'occasion de poser les problèmes historiques de la révolution prolétarienne en Europe centrale. Voici ce que nous écrivions alors (*Il Programma Comunista* du 23 juillet 1953) :

« Si le prolétariat du Grand Berlin, si puissant par son nombre et son courage, parvenait à résoudre par une insurrection le problème de l'organisation de l'Europe, ce ne pourrait être qu'avec le programme — théorique, organisationnel, politique et militaire — de constituer une Commune de Berlin, dans une guerre civile contre les armées venues de l'Est et de l'Ouest. Ce serait donc la Commune des deux Berlin réunis, c'est-à-dire la dictature ouvrière en Allemagne, en Europe, avec la révolution mondiale.

« Pour barrer une telle voie, les forces militaires des deux camps décidèrent d'enchaîner l'Allemagne vaincue, et elles continuent de le faire.

« Quand les communards de 1871 se soulevèrent contre Thiers qui voulait la capitulation de Paris et recherchait la collaboration des Prussiens, et qu'ils chassèrent l'armée nationale hors des murs de Paris, ce n'était point par réaction patriotique. Il s'agissait en réalité de la

première manifestation historique de la situation ainsi décrite par Marx : désormais toutes les armées nationales sont alliées contre le prolétariat.

« De telles situations reviennent périodiquement dans l'histoire. En 1945, Varsovie se souleva en un mouvement formidable pour chasser les Allemands : les Russes s'arrêtèrent et attendirent jusqu'à ce que la répression ait achevé son cours avec un massacre et des destructions effroyables, prenant ainsi une position comparable à celle de Bismarck, qui déclarait dans l'armistice conclu avec Thiers : salissez-vous les mains avec les exécutions, sinon nous entrerons nous-mêmes !

« Il est bien possible aujourd'hui que les premiers noyaux de résistance, après s'être heurtés courageusement, mais sans résultat, à l'appareil de l'un de ces monstres impérialistes, aient été tentés de chercher alliance et secours chez l'autre, mais s'ils avaient fait cela ils auraient trahi leur propre voie historique. De telles illusions seraient donc stupides et vaines.

« C'est avec obstination qu'il faut revenir aux positions de classe, en se relevant

du servile abaissement imposé dans les guerres démocratiques, les résistances patriotiques et partisanses, dans les maudits fronts uniques, ainsi que dans le

DANS CE NUMERO

- Le « programme de lutte » du PCF : social-impérialiste
- Elections : Coluche
- Pologne : la LCR et la « caste bureaucratique »
- Cours de l'impérialisme mondial
- La lutte contre les licenciements
- Vie du Parti

mirage de la croyance aux solutions légalitaires, majoritaires et non violentes ».

A vingt-sept ans de distance, l'alignement international des forces contre-révolutionnaires est le même, face au prolétariat de Varsovie, frère jumeau de celui de Berlin.

(Suite page 2.)

Communiqué du Parti Communiste International

Des informations de source algérienne ont récemment annoncé que sept personnes accusées d'avoir été en contact avec notre organisation allaient être jugées par le Tribunal militaire de Blida pour « atteinte à la sûreté de l'Etat » et « complot » (voir « Le Monde » du 27 novembre ainsi que « Libération » du 3 décembre).

Le gouvernement algérien ne craint pas de se ridiculiser en qualifiant de complot contre la sûreté de l'Etat la possession par une poignée de jeunes lecteurs de quelques journaux et revues dont la plupart étaient librement vendus en Algérie à l'époque des arrestations. On pourrait se contenter d'en sourire si des inculpés n'étaient depuis plus de deux ans au secret entre les mains de la Sécurité militaire algérienne, si l'un d'entre eux au moins n'avait été torturé au point de devoir être hospitalisé, et si on ne s'appropriait maintenant à les faire lourdement condamner par un « tribunal militaire » siégeant à la sauvette. Tel est le prix, en Algérie, du délit de lecture et d'opinion marxistes et internationalistes — car c'est bien d'un délit de lecture et d'opinion qu'il s'agit. Ou bien alors, s'il s'agit d'autre chose, que le gouvernement algérien le prouve en organisant un procès public avec la participation de défenseurs et d'observateurs étrangers. Nous l'en défions.

Parti Communiste International
Paris, le 5 décembre 1980.

A la suite d'informations publiées dans la presse, notre parti a été amené à publier le communiqué ci-dessus (qui a également été transmis au « Monde » sous la forme d'un rectificatif que ce journal a refusé de publier). Nos lecteurs comprendront que par souci de ne pas compromettre la défense des inculpés en butte à la répression de la bourgeoisie algérienne, nous nous abstenions pour le moment de faire d'autres commentaires.

Comment faire face aux licenciements

Au milieu des hypothèses contradictoires qu'elle fait sur la durée et l'ampleur de la crise, et sur les moyens qu'elle a de la reporter sur la classe ouvrière, la bourgeoisie a au moins une certitude : la multiplication des licenciements est inévitable. Mieux, licencier, « c'est le meilleur investissement que l'on puisse faire », comme le dit un des dirigeants de BSN, « même si cela nous coûte un an de salaire par emploi supprimé, c'est encore rentable » (*L'Expansion* du 6-8-80). Les replâtreurs du capitalisme, PC ou PS, ont bonne mine, quand ils viennent ensuite supplier les patrons d'« investir pour créer des emplois » !

Dans la question des licenciements, deux cas peuvent se présenter. Ou bien une partie seulement des travailleurs est menacée. Dans ce cas, la bourgeoisie détient avec ses plans de licenciement minutieusement préparés une arme précieuse de division et de chantage, dont elle use de plus en plus consciemment : tenez-vous tranquilles, dit-elle aux travailleurs, si vous voulez être parmi les « élus », c'est-à-dire en réalité parmi les licenciés de demain, comme à la British Leyland.

Le cas du licenciement collectif ou de la fermeture d'entreprise se présente un peu différemment. Sept ans après 1973, l'Etat s'acharne encore sur les Lip (320 ouvriers et ouvrières, sur les 830 occupants de 1974) : il a réussi à les faire chasser, à grands frais, de l'usine de Palente (qui restait un centre de vie ouvrière, avec cantine, garderie, réunions et débats, etc.).

La bourgeoisie l'avait à l'époque reconnu ouvertement : c'est par crainte de nouveaux Lip qu'elle a accordé les 90 % du salaire en cas de licenciements économi-

(Suite page 4.)

Le « Programme de lutte » en 131 points du PCF

131 % social-impérialiste !

L'essence de la politique opportuniste, c'est de partir des revendications ouvrières pour les lier à la politique bourgeoise de collaboration des classes et de défense de l'Etat bourgeois, de l'impérialisme. C'est cela qui permet à la politique ouvrière

bourgeoise de jouer à plein son rôle contre-révolutionnaire. Le soi-disant « programme de lutte » du PCF le montre parfaitement et même d'une façon caricaturale.

Le « gauchiste » soixante-huitard fatigué, partisan du « concret », sera renversé d'émerveillement par les 131 propositions du PCF : voilà un programme bien intéressant pour la classe ouvrière !

Il promet le plein emploi, même pour les femmes, les 35 heures, la cinquième semaine, la retraite à 60 ans, de meilleures allocations-chômage, l'augmentation immédiate du SMIC de 30 %, la diminution des impôts, la gratuité des soins, la baisse des loyers.

De plus, il dénonce la déshumanisation du travail, les rapports hiérarchiques, le profit capitaliste, les activités parasitaires, les expulsions des logements, les exactions contre les travailleurs et les syndicalistes, la corruption, les discriminations, la misère, la vie impossible, la loi de la jungle, bref les conséquences du capitalisme.

Naturellement, toujours pour le « gauchiste », c'est peut-être insuffisant. Tout n'est pas dit. On ne parle pas par exemple des dangers de guerre, ni de solidarité avec les ouvriers polonais. Les termes de « socialisme » et même de « lutte de classe » ne figurent pas. En outre, certains moyens, comme la « lutte électorale », ne sont peut-être pas appropriés, des thèmes, comme le chauvinisme, sont franchement équivoques. Mais « concrètement », la

victoire de la gauche, si elle pouvait se faire, n'apporterait-elle pas un mieux-être « immédiat » à la classe ouvrière ? Voilà comment raisonne l'immédiatiste, qui est opportuniste parce que sans principes.

Pour le marxiste révolutionnaire, la lutte contre les effets du capitalisme doit être menée vigoureusement afin de soulager la misère des masses ouvrières, mais cette lutte est, en même temps, un moyen de rassemblement des rangs ouvriers, d'éducation de classe, d'entraînement pour la révolution communiste.

En détruisant l'Etat capitaliste par la violence et en instaurant la dictature du prolétariat, la révolution se donnera les moyens de remettre toutes les forces productives à la société. Elle le fera en détruisant à l'échelle internationale le marché, le salaire et le capital. Et c'est ainsi que disparaîtront les crises et les guerres, l'exploitation, l'oppression, la faim, la division du travail, etc.

Cela signifie que la lutte contre les effets du capitalisme serait à la longue inefficace si on ne mettait pas, au-dessus des revendications économiques immédiates, le principe de la lutte des classes. La pression sur la classe bourgeoise est d'autant plus forte que la classe ouvrière utilise ses moyens spéci-

ques de lutte et tente de surmonter par l'union et la solidarité contre la classe adverse la concurrence que le salariat entraîne entre ses membres. Et cela, la classe ouvrière doit le faire, quelles que soient les conséquences pour l'économie nationale. Car, après tout, si le capitalisme n'est pas capable de faire vivre décemment la classe ouvrière, n'est-ce pas la preuve qu'il faut en finir avec lui ?

Pour le PCF, les moyens pour lutter contre les effets du capitalisme sont les suivants : « une nouvelle croissance française », c'est-à-dire une production plus forte (disons avec une croissance de 4,5 % l'an), « une France souveraine, présente et active dans le monde », c'est-à-dire qui exporte davantage et qui fasse mieux valoir ses intérêts d'Etat, enfin « de grandes réformes démocratiques ». Bref, il ne s'agit ni plus ni moins que de mettre en œuvre les moyens archi-rebattus de l'économie bourgeoise enseignée dans les écoles bourgeoises, mais en les liant par l'inévitable et insipide sauce démocratico-réformiste. Pas étonnant que le PCF ne mentionne pas la lutte des classes : elle n'est pas nécessaire, puisque la santé de la classe ouvrière dépend de celle du capital. Elle est remplacée par

(Suite page 2.)

La LCR et la « caste bureaucratique » en Pologne

Aveuglement théorique et servilité pratique

En lisant l'article de Daniel Bensaïd, « Pologne : premières leçons du soulèvement ouvrier », paru dans *Critique Communiste* d'octobre 80, on n'apprendra assurément rien sur la nature de la société et de l'Etat polonais. En revanche, on apprendra beaucoup sur l'opportunisme foncier de la LCR et sur sa virtuosité dans le maniement des lieux communs démocratiques sur le thème désormais classique de « l'Etat ouvrier bureaucratiquement déformé ».

D'après le théoricien de la LCR, « la nature même des rapports sociaux » fait que s'il y a « pénurie ou disfonctionnement » de l'économie en Pologne, c'est que, pour l'ouvrier polonais, « le plan est mal fait », que « ses responsables gouvernementaux sont des incapables, des incompetents ou des prévaricateurs ».

Voilà, pour les trotskystes de la IV^e, la cause des difficultés économiques de la Pologne, bien que l'économie soit, pour eux, « non capitaliste ». Une « caste bureaucratique » aurait « usurpé le pouvoir de la classe ouvrière » et serait incapable de gérer convenablement l'économie. Et pourquoi ? Parce que, pour pouvoir conserver ses petits privilèges, cette caste refuserait à quiconque « d'intervenir dans les décisions-clés », « d'empiéter sur les prérogatives du parti et sur son rôle dirigeant dans l'Etat ». Alors qu'il suffirait, pour que tout marche bien, d'une « représentation des intérêts de la société » dans l'Etat, d'une « représentation » de ces ouvriers qui sont « seuls à connaître les ressources matérielles et humaines des usines et à pouvoir régler au mieux l'organisation de la production, le choix d'objectifs en fonction de besoins sociaux qu'ils sont également les mieux placés à déterminer ». Ainsi soit-il !

Pour la LCR, l'ouvrier polonais « vit dans une société régie par un plan » et « ne peut pas imputer la désorganisation du marché de la viande ou la pénurie du logement au mécanisme opaque et mystérieux du marché ». Dans son enthousiasme pour la planification, la LCR en oublierait presque ce que tout le monde sait : que l'essentiel de l'agriculture polonaise est une agriculture privée, qui n'est reliée au reste de l'économie que par le « mécanisme mystérieux et opaque du marché ». Quant aux entreprises industrielles, même d'Etat, aux sociétés commerciales et... aux banques, elles ne passent pas par le marché peut-être ? Et l'ouvrier, comment vit-il, sinon en achetant chez le boutiquier ou... au marché noir (qui est le complément nécessaire de la « planification » de l'anarchie mercantile) les marchandises autorisées par son maigre salaire, lui-même prix de la vente de sa force de travail sur le... marché du travail ?

En fait, ce sont la planification et la propriété d'Etat (Engels disait déjà que celle-ci « ne supprime pas la qualité de capital des forces productives ») qui, éblouis-

sant nos trotskystes, forment un « mécanisme opaque et mystérieux ». Derrière ce voile agissent souverainement les forces de la production marchande, l'accumulation de plus-value, l'exploitation du travail salarié, bref, le capitalisme polonais, avec son armée de bureaucrates typique de l'époque impérialiste, même dans les pays qui ne sont pas hyper-développés.

Les bureaucrates de l'Est, tout comme les capitalistes privés de l'Ouest et leur armée de bureaucrates, ne pourront jamais maîtriser les mécanismes de la production marchande. Le prolétariat devra instaurer sa dictature pour les détruire et permettre l'épanouissement d'une économie fondée sur la satisfaction des besoins de l'espèce et sur les ressources naturelles disponibles. La LCR propose au contraire de participer à travers la planification démocratique à l'organisation et à la perpétuation de l'exploitation, en envoyant ses délégués « démocratiquement » élus par la base remplacer les bureaucrates actuels dans leur fonction de gérants du capitalisme en crise, comme si la classe ouvrière n'avait pas déjà fait à plusieurs reprises la dramatique expérience de cette collaboration démocratique ! Non contents de se boucher les yeux face à l'évidence, nos trotskystes poussent l'abjection jusqu'à donner des leçons aux bureaucrates staliniens quant aux méthodes les plus propices à bernier la classe ouvrière.

Le lecteur de *Critique communiste* est donc en droit de se demander par quelle audacieuse tromperie cette instance satanique est au pouvoir, alors qu'elle n'est qu'un parasite et que sa place serait bien mieux occupée par la classe ouvrière. Eh bien, voici les lumineuses explications de Maître Bensaïd :

a) la bureaucratie ne se maintient au pouvoir ni par audace, ni par adresse, ces qualités « n'étant guère jusqu'à présent le propre de la bureaucratie » ;

b) elle ne s'y maintient pas non plus en s'appuyant sur la bourgeoisie nationale (celle-ci a, paraît-il, disparu) ; ni sur le prolétariat (et pour cause) ! ;

c) la conclusion s'impose, lumineuse de simplicité : la bureaucratie se maintient « par la force des bâtonnettes de la bureaucratie voisine ». Et tant pis pour le lecteur épris de logique, qui se demandera sur quoi repose à son tour la « bureaucratie voisine » !

Pour la LCR, c'est tout vu : à l'Est comme à l'Ouest, mettez sur l'anarchie capitaliste un zeste de nationalisation et de planification, sur l'Etat bourgeois un soupçon de démocratie à tous les niveaux, et vous aurez du « socialisme » ! Ce qui présente un sacré avantage : cela peut se faire pacifiquement, démocratiquement et même parlementairement puisque, pour cela, tout le monde est d'accord, ou presque... Quel soulagement !

Ne touchez pas aux ouvriers polonais !

(Suite de la page 1)

Devant un mouvement ouvrier puissant, généreux, tenace, stimulé par la profondeur d'une crise économique redoutable et par une combativité conquise dans une série de batailles préliminaires, la bourgeoisie polonaise a dû lâcher du lest. Non sans réticences et rigidité, elle a permis que la classe ouvrière se donne une certaine liberté de mouvement, mais elle compte sur l'Eglise ainsi que sur les oppositions démocratiques pour amortir la lutte.

Tous les épisodes de la lutte mettent en relief le rôle des dissidents qui (c'est *Libération* du 4-12 qui parle) « ont plus tendance à jouer les pompiers que les pyromanes ». Quant aux dirigeants de Solidarnosc, leur rôle est celui que *Le Monde* du 2-12 prête à Walesa qui, « de prestigieux Robin des Bois, tend à devenir pompier volant ».

Quels sont les atouts de ces pompiers sociaux ? Le premier est dans l'aptitude de la bourgeoisie à donner des miettes à la classe ouvrière. Tout le monde s'est empressé de desserrer les cordons de la bourse pour permettre à l'Etat polonais de faire quelques concessions. Certes, on essaiera de les reprendre à la moindre occasion, car il faudra bien rembourser. Et cela devra se faire avec la sueur des prolétaires de Gdansk, de Lodz ou de Katowice. Les Russes ont fourni des crédits, mais aussi et surtout les banques occidentales, auxquelles la Pologne doit plus de 20 milliards de dollars, une paille... Le deuxième atout est la menace de la répression que tous, Moczar et Kania, Kuron et Walesa (ne parlons pas de Carter !) agitent comme nécessairement étrangère, russe, et donc « antinationale », pour mieux cacher son caractère anti-ouvrier.

La menace de la répression ouverte est bien réelle, car l'ordre capitaliste repose, en dernière instance, sur la violence, la terreur inspirée par les armes, quand les autres moyens ne suffisent plus à courber les prolétaires sur leurs machines. C'est dire que la bourgeoisie polonaise est intéressée au premier chef par le « maintien de l'ordre » : qui affirme qu'« il faut défendre notre intérêt national et la paix intérieure », sinon Kania ?

Naturellement, la bourgeoisie polonaise aimerait bien se passer d'une « aide internationaliste de la grande famille socialiste », qui la priverait à coup sûr de la faible marge de manœuvre qu'elle a péniblement conquise grâce à l'ouverture éco-

nomique à l'Ouest. Aussi s'efforce-t-elle de parvenir à tout prix à la « coopération harmonieuse de toutes les forces sociales » (communiqué commun POU-Solidarnosc-ancien syndicat officiel, du 5-12). Sinon il lui faudrait tacher ses mains de sang.

L'impérialisme russe aimerait bien éviter une intervention directe qui risquerait de susciter une réaction ouvrière dans toute l'Europe de l'Est et peut-être même en Russie. Aussi le sommet du 5 décembre a-t-il été l'occasion pour Brejnev de dire fraternellement à Kania : salissez-vous les mains s'il le faut, sinon nous entrèrions nous-mêmes !

L'Amérique, suivie de sa cohorte de larbins européens, a mis officiellement les Russes en garde. Que personne ne s'y trompe ! « Les Etats-Unis, écrit l'*International Herald Tribune* des 6-7-12, tout en cherchant à décourager toute intervention militaire en Pologne, ont assuré Moscou qu'ils acceptent « les réalités historiques et géographiques » de l'Europe de l'après-guerre et n'ont pas l'intention d'essayer de tirer avantage de la crise polonaise ».

Un tel langage a indéniablement l'avantage de la clarté. Au-dessus des querelles impérialistes, il y a toujours le condominium contre-révolutionnaire russo-américain sur l'Europe. Et puis, que faire d'autre que laisser le gendarme russe effectuer la besogne si le gendarme polonais n'y suffit pas ?

Les forces qui montrent leur alignement en Europe centrale ne prennent pas position pour un mois ou un an, mais pour toute une période historique qui ne peut finir que par la révolution mondiale victorieuse.

A travers tous les affrontements qui viennent, la classe ouvrière ne pourra marquer des points que si des contingents de prolétaires trouvent dans les drames tragiques qui se nouent la force de retourner au communisme révolutionnaire et internationaliste et de reconstituer sur cette base l'instrument de la victoire, le parti mondial centralisé.

Les épreuves que doit endurer la classe ouvrière d'Europe centrale, le bataillon le plus avancé de la classe prolétarienne, en première ligne sous le feu des forces coalisées de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire impérialiste, seront d'autant plus fécondes qu'elle recevra l'appui de ses frères de classe du monde entier, en premier lieu d'Europe occidentale et de Russie, par le retour offensif à la lutte prolétarienne contre tous les Etats capitalistes.

Un programme à 131 % social-impérialiste

(Suite de la page 1)

la lutte de toutes les classes pour la défense du capital national !

Ces réformes démocratiques, parlons-en ! Les nationalisations, la planification, la participation démocratique n'ont-elles pas été utilisées à tour de bras dans de nombreux pays depuis la guerre ? Or, les crises ne sont-elles pas de nouveau là ? Le fossé entre les classes et les pays n'est-il pas plus grand ? L'Etat n'est-il pas plus oppressif ?

Produire davantage ! Mais qu'est-ce que cela signifie, sur la base du salariat, sinon travailler davantage pour une part du « gâteau » plus petite ? Vendre davantage, qu'est-ce que cela veut dire par ces temps de récession, sinon prendre une part plus grande du marché mondial ? Mais comme tous les Etats font de même, il est clair que la seule chance d'avoir une part plus grande du butin tiré de l'exploitation de la classe ouvrière et des masses opprimées du monde entier, c'est d'avoir un militarisme plus puissant, un impérialisme plus agressif !

Telle est donc la manière qu'a imaginée le PCF pour lutter contre les effets désastreux du capitalisme : renforcer encore les causes qui produisent invariablement ces effets, en se jetant avec fougue dans la jungle impérialiste, source de misère, de despotisme d'usine, de guerres, d'oppression ; ce qui ne manque pas de transformer toutes les critiques et les dénonciations du PCF en une hypocrite et sinistre démagogie !

On ne peut défendre en même temps son impérialisme et l'unité de la classe ouvrière internationale. Le PCF a choisi. Il demande d'un côté une armée forte ; de l'autre, avec son « produisons français » avec de la « main-d'œuvre française », il pousse les travailleurs français contre ceux des autres nationalités, en premier lieu les travailleurs immigrés.

On ne peut lutter en même temps pour un Etat capitaliste fort et pour une classe ouvrière forte. Le PCF a choisi. Il lutte d'un côté pour le renforcement de la police (sécurité des biens oblige !) ; symétriquement, il divise les travailleurs : les Français devront avoir un emploi ou un logement, pourvu que la police foute dehors les immigrés, du pays ou de la commune ! Ils gagneront davantage s'ils travaillent mieux à l'école et s'abrutissent dans des cours du soir ; cela fait tout de même plus « scientifique » d'exalter la concurrence entre les ouvriers par la culture et la qualification — qui d'ailleurs servent de moins en moins au capital du fait de la simplification croissante des tâches productives — plutôt que d'invoquer la race ou le

sexe, mais les besoins de l'estomac ne se mesurent pas à la taille du cerveau !

Le PCF fait aussi tout son possible pour faire la chasse aux « gauchistes » dans les syndicats et pour organiser la délation et la répression des prolétaires combattifs dans les entreprises comme dans les cités.

Les revendications prévues par le PCF (nous verrons une prochaine fois qu'elles sont en fait bien prudentes) ne l'engagent à rien. A la moindre vague sociale d'importance, il faudra bien faire des concessions à la classe ouvrière. Autant donc les réclamer d'avance en paroles, ce qui ne coûte rien dans l'immédiat, de manière à endormir les travailleurs en leur faisant croire qu'on pense à eux, et à pouvoir canaliser leur énergie si elle se libérait.

Mais le plus important réside encore dans la logique que le PCF cherche à inculquer à la classe ouvrière. Cette logique est la suivante : pour vivre mieux, il faut une France forte ! Et si cela n'est pas possible par la paix, il faudra bien (à cause « des autres » qui ne la veulent pas !) se résoudre à faire le sacrifice d'une nouvelle guerre, afin d'obtenir la satisfaction de toutes ces revendications ! Ces « lendemains qui chantent » ont en fait un air de déjà entendu... Promis en 1939-1945, ne sont-ils pas précisément ceux dont nous jouissons aujourd'hui ? Et il faudrait encore partir pour un tour ?

L'autre terme de l'alternative est de reprendre le chemin du communisme révolutionnaire. Le capitalisme mène inévitablement à toutes sortes de catastrophes. Cependant en affaiblissant ses arrières, ces catastrophes donnent à la classe ouvrière des chances de lui porter un coup mortel. Mais il faut pour cela que la classe ouvrière s'unisse sur ses intérêts communs, qu'elle renforce systématiquement, dans la lutte contre la classe adverse et ses défenses, son organisation de classe, et en premier lieu son parti. Voilà la seule perspective pour laquelle aucun sacrifice ne sera vain.

Krouchtchev enfoncé !

... « Sans exclure la nécessité, qui peut se présenter même à l'avenir, qu'un Etat ouvrier isolé sur un continent déterminé doive entamer par ses propres forces la construction d'une économie socialiste [...] un facteur de toute façon indispensable pour RATTRAPER ET DEPASSER le niveau de productivité du travail atteint dans les pays capitalistes, SEUL CRITERE DE LA VICTOIRE définitive de l'économie socialisée sur l'économie capitaliste ».

C'est le genre de prose qu'on peut trouver dans le « programme de la IV^e Internationale pour la révolution politique » (*Inprecor* n° 84).

On se croirait au XX^e Congrès du PC russe, car ce n'est même plus du trotskysme, ça, c'est du krouchtchévisme !

Pourquoi la LTF fait voter Marchais

Les stalino-trotskystes de la LTF (Tendance Spartaciste Internationale) ont annoncé dans le numéro de novembre-décembre du *Bolchévik* qu'ils feraient voter Marchais aux présidentielles. Pourquoi ? Vous l'avez deviné : « Marchais est le seul candidat qui ait défendu l'intervention soviétique en Afghanistan [...] Cela nous fait plaisir en cette période d'antisoviétisme bourgeois de pouvoir donner un soutien critique à un parti communiste pro-Moscou ». Mais attention ! ce soutien sera « violemment critique ». Car le PCF a beau être pro-russe comme la LTF, sa politique, « ce n'est pas l'atlantisme » pro-impérialiste [lisez : pro-américain] d'un Mitterrand ou d'un Rocard, mais ce n'est pas non plus la défense de l'Union Soviétique et du pacte de Varsovie contre l'impérialisme [US].

Eh oui ! On est internationaliste ou on ne l'est pas...

SOUSCRIPTION PERMANENTE LISTE N° 13

Bordeaux : 150 F ; Angers : 145 F ; Lille : 405 F ; Strasbourg : 1.174 F ; Toulouse : 302 F ; Paris : 503 F ; des lecteurs : 159,50 F, 15 F, 30 F ; des abonnés : 28 F, 56 F, 155 F.

Pour l'incendie : Angers : 2.570 F ; Paris : 600 F ; un lecteur : 100 F.

Total : 6.392,50 F
Total précédent 85.520,50 F
TOTAL GENERAL : 91.913,00 F

Comment le PCF voit la solidarité...

L'Humanité du 6 décembre 1980 titre : « Sommet des pays socialistes : les dirigeants des Sept de l'Alliance de Varsovie se disent convaincus que les travailleurs polonais surmonteront eux-mêmes leurs problèmes et leur expriment leur solidarité ».

La solidarité du bourreau pour la victime...

Compte rendu de la Réunion Générale du Parti

Cours de l'impérialisme mondial

La situation dans les pays capitalistes développés

Dans une première partie, le rapport a analysé la situation des pays développés, et tout particulièrement des grands pays industrialisés occidentaux qui constituent la « locomotive » du capitalisme mondial. Le rapporteur a mis en évidence la confirmation et l'aggravation des principales tendances analysées dans les précédents rapports (voir notamment **Programme Communiste** n° 78) :

1. Confirmation du caractère cyclique des crises capitalistes, dans le cadre d'un ralentissement général du rythme de l'accumulation de capital : après la crise de 1975, la production industrielle des pays avancés a ré-entamé, à un rythme plus lent, un nouveau cycle qui aboutit à une nouvelle crise, dont le point bas devrait se situer, selon diverses prévisions bourgeoises, début 1981.

2. Confirmation de la tendance historique des taux de profit à la baisse, maintenant admise par les bourgeois, qui cherchent à la combattre en accentuant leur pression sur le prolétariat des pays développés ainsi que sur les masses prolétariées et les paysans pauvres des pays périphériques.

3. Poursuite de l'offensive contre la classe ouvrière des pays développés afin d'essayer d'accroître les profits par la réduction du capital variable (ce qui revient à accroître les taux de plus-value). Cette offensive se déroule notamment sur deux terrains :

— **contre l'emploi** : la vague de licenciements de la crise de 1975 a été suivie dans tous les pays par une vague systématique d'« ajustements », restructurations, dégraissages, etc., faits au nom de la « compétitivité », et qui ont abouti à des réductions importantes d'effectifs dans l'industrie (atteignant jusqu'à -20 % en cinq ans dans certains pays). Le chômage, qui n'a cessé de croître, doit encore s'aggraver avec la nouvelle crise de 1980-181 : l'OCDE prévoit plus de 23 millions de chômeurs « officiels » pour la mi-1981, ainsi qu'une forte aggravation du **chômage des jeunes**, déjà partout supérieur à la moyenne.

— **contre les salaires** : le recoupage des diverses statistiques et déclarations officielles montre qu'il y a eu en 1979, grâce aux « plans d'austérité » partout mis en place, des baisses des salaires réels « officiels » dans pratiquement tous les pays industrialisés (y compris en France où les statistiques officielles « oublient » l'incidence de la hausse des cotisations de Sécurité Sociale). Le rapporteur a montré à l'aide d'un certain nombre de citations que les bourgeois tiennent dans tous les pays **exactement le même langage** aux prolétaires et qu'ils vont chercher à obtenir de nouvelles baisses des salaires réels dans les années à venir, notamment en essayant de supprimer les clauses d'indexation ou d'échelle mobile en vigueur. Mais les déclarations des bourgeois montrent aussi leur crainte de provoquer, en poursuivant leur

La situation dans les pays du « Tiers-monde »

Parallèlement à cette aggravation des contradictions du monde développé, la pression impérialiste s'est fortement accrue sur les pays périphériques, et tout particulièrement sur ceux que les bourgeois appellent les « pays en voie de développement non pétroliers ». La seconde partie du rapport a été consacrée à un examen détaillé de la situation de ces pays, pour lesquels le contrecoup des crises des pays développés et des soubresauts du marché mondial vient brutalement s'ajouter aux conséquences de décennies de pillage et de dépendance croissante vis-à-vis de l'impérialisme. Le rapporteur a successivement développé les points suivants (que nous ne faisons ici que résumer brièvement) :

1. Pour bon nombre de pays et de zones périphériques, des décennies de stagnation (résultat de la pression de l'impérialisme et de son alliance avec les couches les plus rétrogrades), d'oppression et de pillage impérialistes, ont abouti à une situation désastreuse, qui se caractérise notamment par :

— la situation de « pauvreté absolue », selon les termes de la Banque mondiale, de 800 millions de personnes (dont 40 % d'enfants de moins de 10 ans), essentiellement paysans pauvres et masses urbaines des bidonvilles chassées des terres, sous-alimentées et vivant dans des conditions à tous égards misérables. Les données officielles admettent que l'écart entre les PNB par habitant des pays riches et des pays pauvres (écart auquel il faut évidemment ajouter l'effet des différenciations croissantes de classes à l'intérieur même des pays riches comme des pays pauvres) ne fait que s'accroître, et qu'il y aura, dans une hypothèse optimiste, plus de 700 millions de « pauvres absolus » à la surface de la planète en l'an 2000.

— l'insuffisance et la dépendance alimentaires croissantes des pays sous-développés, qui ont dû tripler leurs importations céréalières en moins de 20 ans (53 millions de tonnes en 1977-79, contre 18 millions de tonnes en 1960-63). Cette évolution n'est pas due, comme voudraient le faire croire les bourgeois, à la « démographie » ou aux « élé-

mentaires », mais bien aux multiples formes de la pression et du pillage impérialistes, conjugués à la rapacité des classes dominantes locales : structures agraires arriérées ; poursuite de la politique de **pillage colonial** tendant à remplacer les cultures vivrières par des cultures d'exportation pour les pays impérialistes ; épuisement des sols par des méthodes de culture visant au profit immédiat sans souci du patrimoine à léguer aux générations futures (exemple de l'arachide au Sénégal) ; accroissement de la demande urbaine de nourriture sous l'effet d'un début de développement capitaliste et de l'exode rural ; politique délibérée de l'impérialisme (américain en particulier, mais aussi français) pour écouler ses excédents agricoles grâce aux programmes de soi-disant « aide alimentaire » qui visent à créer de nouveaux débouchés en décourageant les productions locales. L'un des résultats actuels de cette dépendance alimentaire croissante est la **famine en Afrique**, où selon la FAO 29 pays souffrent en 1980 de disettes alimentaires aiguës, alors que les excédents et les profits céréalières des pays impérialistes n'ont jamais été aussi élevés : **l'impérialisme se nourrit de la faim des pauvres**.

2. A cette situation désastreuse s'ajoutent maintenant les conséquences des crises des pays impérialistes et des soubresauts du marché mondial :

— les crises productives cycliques des pays industrialisés font chuter les recettes d'exportation de matières premières, principale source de devises pour les pays arriérés (la baisse frappant simultanément les quantités exportées et les cours mondiaux, certains pays ont vu en 1975 leurs recettes d'exportations chuter de moitié) ; par ailleurs le renvoi hors des pays impérialistes d'une partie des prolétaires émigrés, qui sont pour les bourgeoisies locales un important article d'exportation, accroît le chômage et la misère tout en faisant baisser les transferts de fonds en devises ; enfin une partie des rares exportations industrielles des pays périphériques vers les métropoles (textiles par exemple) se

voient refoulées par des barrières protectionnistes. Tous ces mécanismes aboutissent à répercuter au niveau des pays périphériques les crises productives des métropoles impérialistes, et à faire chuter les recettes en devises de la balance des paiements.

— d'autre part, les deux « chocs pétroliers » de 1973 et 1979 ont accru dans des proportions vertigineuses la « facture pétrolière » des pays en voie de développement non pétroliers (8 milliards de dollars en 1973, 67 milliards de dollars en 1980, soit 60 milliards de dollars supplémentaires à payer aux bourgeoisies des pays pétroliers), et donc le montant des devises nécessaires pour payer les importations.

3. La conjonction de tous ces facteurs (pression et exploitation multiforme de l'impérialisme, dépendance alimentaire et donc « facture céréalière » croissantes, répercussion des crises productives des métropoles et des « chocs pétroliers ») aboutit à l'**étranglement** économique des pays en voie de développement non pétroliers, dont les balances des paiements subissent des déficits de plus en plus graves et de plus en plus insoutenables (-12 milliards de dollars en 1973, -82 milliards de dollars en 1981 selon les prévisions bourgeoises). Le rapporteur a illustré cette situation de manière détaillée avec les exemples du Pérou, de la Turquie et du Sénégal.

4. La seule « solution » envisageable dans le cadre capitaliste est alors la mise en place de politiques de « rééquilibrage » des balances des paiements, qui ont pour fonction d'extorquer brutalement aux producteurs directs des pays périphériques les masses de plus-value supplémentaire nécessaires pour parvenir à rééquilibrer les paiements extérieurs — en d'autres termes de reporter sur eux le poids des crises impérialistes. C'est l'objectif plus ou moins avoué des « plans de stabilisation » appliqués le plus souvent sous la direction implacable du Fonds Monétaire International, représentant du capital financier impérialiste. Ces plans, qui ont déjà frappé plusieurs dizaines de pays périphériques, comportent essentiellement trois séries de mesures :

— fortes hausses des prix des produits de consommation courante, en particulier des produits alimentaires (grâce notamment à la suppression des subventions d'Etat), afin d'en restreindre la consommation intérieure et de diminuer ainsi les importations, ou de rendre des productions locales disponibles pour l'exportation ;

— fortes dévaluations, qui ont également pour effet de diminuer les importations en les rendant plus chères, et qui rendent d'autre part les exportations, c'est-à-dire les matières premières, moins chères pour les acheteurs impérialistes ;

— blocage des salaires nominaux et donc baisse brutale des salaires réels en raison de la hausse des prix à la consommation : c'est ainsi qu'est obtenue la plus-value supplémentaire qu'il faut fournir au marché mondial pour rééquilibrer les paiements extérieurs (et qui prendra, au niveau de la valeur d'usage, la forme d'exportations supplémentaires et d'importations alimentaires supprimées). Des sociétés similaires (blocage des prix payés pour les récoltes) peuvent permettre d'extorquer des masses supplémentaires de valeur à la paysannerie.

En outre, en attendant que la « stabilisation » porte ses fruits en rapportant la plus-value supplémentaire exigée par l'impérialisme et ses divers complices, ce qui peut prendre une ou plusieurs années, il faut dans l'immédiat trouver les devises nécessaires pour ne pas devoir brutalement cesser toute importation : cela ne peut se faire qu'en recourant à l'endettement, c'est-à-dire en faisant appel au capital financier extérieur. Celui-ci, sollicité, peut alors imposer directement au pays concerné sa discipline (les

plans du FMI) et ses conditions (notamment la suppression de toutes les entraves douanières et monétaires afin d'ouvrir par la suite les marchés en grand aux exportations impérialistes, en n'hésitant pas à laminer certains secteurs de l'industrie locale). Surtout, en prêtant du capital, l'impérialisme s'arroge le droit à un **prélèvement supplémentaire de plus-value**, représenté par les **intérêts des sommes prêtées** : en termes simples, cela signifie que le prolétaire et le paysan pauvre des pays arriérés travailleront désormais quelques jours par mois directement pour Wall Street et ses homologues.

L'endettement des pays en voie de développement non pétroliers atteint des montants tellement vertigineux (290 milliards de dollars en 1980, 956 milliards de dollars en 1990 selon la Banque mondiale) que les intérêts à payer pour la dette contractée ne font en réalité qu'aggraver le déficit des paiements qu'il s'agit théoriquement de résorber (ainsi, les seuls intérêts de la dette turque représentent en 1980 la moitié des recettes d'exportation — et ce sans compter le remboursement du capital lui-même). Arrivé à ce stade, le déficit s'auto-entretient, il devient chronique, provoque de nouveaux emprunts, de nouveaux « plans de stabilisation », etc. Un nombre croissant de pays périphériques se trouvent pris dans les griffes du capital financier impérialiste et ne peuvent plus en sortir.

**

En précipitant l'étranglement des pays périphériques, l'impérialisme en crise s'ouvre ainsi de nouvelles sources de profit. Mais il généralise aussi la crise des pays développés au monde entier, en l'amplifiant pour le prolétariat et les masses pauvres des pays périphériques, qui subissent une offensive bien plus brutale que dans les métropoles impérialistes. Les explosions qui ont commencé à la périphérie ne peuvent que se poursuivre et s'amplifier avec la nouvelle crise productive et le nouveau choc pétrolier, qui vont produire leurs effets dans les années à venir, et qui signifient inévitablement une nouvelle accentuation de la pression impérialiste. Or dans ces pays où les masses exploitées vivent déjà dans la misère, la limite de la pression que peut exercer le capital est plus vite atteinte : que prendre de plus à ceux qui n'ont déjà rien et qui crèvent littéralement de faim ? Les banques elles-mêmes, qui en tirent pourtant d'énormes profits, prennent peur de l'endettement excessif du tiers-monde, car elles craignent que bon nombre de pays soient purement et simplement incapables de les rembourser. Certains bourgeois se rendent parfaitement compte qu'accroître encore la pression, c'est accélérer l'explosion : « les gouvernements du tiers-monde se sentent de plus en plus vulnérables », écrit le **Financial Times**, « le risque s'amplifie de voir les frustrations ressenties par les peuples devant le chômage et la pauvreté croissante dégénérer en violence ». Mais ils ne peuvent rien contre les lois implacables du capital, rien qu'assister, effarés et impuissants, au développement et à l'accumulation des contradictions de leur propre système, en lançant des avertissements, comme le fait l'article cité, sur « la tempête qui se prépare ». Cinq ans après la première crise productive qui l'a frappé, et à laquelle il a relativement bien résisté, le capitalisme mondial est en effet bien plus fragile, bien plus miné de contradictions qu'en 1975. La tempête, ou plutôt les tempêtes, se préparent, et peuvent éclater n'importe où et à n'importe quelle occasion. Bourgeois et charlatans réformistes cherchent fiévreusement des recettes pour les éviter. Les révolutionnaires, eux, savent qu'elles sont inévitables, et doivent s'y préparer.

Barre : cap vers l'austérité !

L'inflation française est trop forte. Dans les autres pays industrialisés concurrents directs de l'impérialisme français, Allemagne et Japon surtout, les prix augmentent moins vite. L'inflation française doit donc baisser. Cependant cet effort de la bourgeoisie se heurte à une résistance. Dans sa dernière analyse des causes de l'inflation en France, Barre a dû admettre que si, depuis un an, le nombre des chômeurs a augmenté moins vite qu'ailleurs (7 % en France contre 20 % dans la CEE), c'est parce que le coût social d'un freinage brutal de la croissance et de l'inflation aurait été trop élevé. Mais cette prise en compte du « coût social » par la bourgeoisie ne doit pas faire illusion : pour que la compétitivité soit préservée ou augmentée, les prix doivent baisser.

Le gouvernement exclut différents moyens de faire baisser les prix. Le contrôle des prix d'abord, parce qu'il menace les entreprises en diminuant les profits. La dévaluation ensuite, parce que cela revient à renchérir les importations, surtout celle de pétrole (une dévaluation qui favoriserait bien sûr les exportations augmenterait de 10 milliards de francs la facture pétrolière). Alors, si l'on exclut la manipulation trop flagrante de l'indice des prix, il ne reste que la bonne vieille solution qui consiste à diminuer les coûts de production en faisant pression sur les salaires. Les salaires, explique doctement Barre, sont trop liés aux prix. Il faut que les prix montent sans entraîner la hausse des salaires. Il faut en finir avec « une indexation trop rigide ».

Le comble du cynisme est atteint quand la bourgeoisie explique que les travailleurs doivent se serrer la ceinture, « sinon nous aurons de graves mécomptes ». En réalité c'est l'économie nationale qui a de « graves mécomptes » si les prolétaires défendent de façon intransigeante leurs intérêts de classe.

La lutte pour la défense et, quand c'est possible, l'augmentation des salaires, est un objectif prioritaire de la lutte ouvrière et cette lutte se fait contre tous les défenseurs de l'économie nationale.

Comment faire face aux licenciements

(Suite de la page 1)

ques. Et on peut ajouter que c'est en l'absence de nouveaux Lip, ou d'une extension de la lutte, qu'elle les a repris, avec la complicité active de la CFDT dans les négociations de 1979 sur l'indemnisation du chômage.

C'est bien pourquoi les agents de la bourgeoisie dans les rangs du prolétariat, tirant eux aussi leurs leçons de l'expérience, ont appris à faire de ces luttes contre la fermeture d'entreprises une véritable école de dressage des ouvriers au patriotisme d'entreprise, au chauvinisme, à la division, à la croyance résignée dans l'éternité des lois capitalistes !

Face à des menaces, ou à un plan global de licenciements, on peut donner les indications suivantes. Nous devons montrer que les licenciements sont une tendance fondamentale du capitalisme pressé par la crise, que les « erreurs de gestion » et autres facteurs particuliers peuvent avoir leur poids, mais qu'ils sont secondaires : ce qui fait que le « délestage » touchera demain ceux qu'il semble épargner aujourd'hui. Mais en même temps nous devons aussi montrer que malgré tout, seule la lutte collective, résolue et unie donne, d'abord, une chance de retarder l'échéance. C'est une expérience quotidienne que l'on peut avoir sous les yeux : même « pris à la gorge », comme il dit, le patron individuel réfléchira devant le coût financier d'un licenciement dans les formes ; et la bourgeoisie, collectivement, s'interrogera sur le coût social d'une agitation qui peut être contagieuse, et ceci d'autant plus qu'elle verra se former des liens entre différentes entreprises et qu'elle sera moins sûre de pouvoir asphyxier la lutte entre quatre murs, avec l'aide des bonzes syndicaux...

Nous devons montrer d'avance que seule la solidarité des travailleurs entre eux peut réduire les effets des chantages patronaux. Et cette solidarité, surtout dans le climat social actuel, ne se forme pas à froid, par de simples appels « moraux » : pour prendre corps elle a besoin de la lutte, de toutes les occasions particulières qui la cimentent à travers la solution de problèmes concrets. Il faut montrer que si, ensuite, la boîte ferme, seule la force de l'action directe et la menace des salariés unis permettront d'arracher le maximum des dispositions légales d'indemnisation, primes, stages, etc., déjà calculées au plus juste, et que la bourgeoisie s'efforce toujours de ne pas appliquer lorsqu'elle n'a en face d'elle que des ouvriers isolés et démoralisés.

C'est pourquoi, présentés correctement, les mots d'ordre de « non aux licenciements » et celui d'indemnité maximum ou de conser-

vation du salaire intégral pour les licenciés ne sont pas contradictoires. Ils ne le sont, précisément, que dans la perspective réformiste qui dit : ce sont les capitalistes qui nous nourrissent, et leurs entreprises qui sont indispensables à notre survie, ou comme le criait la CGT le 23 octobre dernier : « Grâce à ses ouvriers [qui, eux, crèvent !] Chaix vivra » ; Nous disons au contraire : si les patrons et l'Etat trouvent plus avantageux de ne pas nous faire travailler, qu'ils nous permettent au moins de nous nourrir !

Sans être nullement une panacée, l'occupation de l'entreprise reste souvent un précieux moyen de pression et d'organisation des ouvriers. Mais à condition que les travailleurs (sans s'amuser à jouer inutilement les héros de western !) mènent cette occupation sans se laisser arrêter par aucune considération morale de respect de la propriété, des machines, du capital, et se considèrent comme en guerre, sans oublier non plus que la ruse et le dosage de l'offensive et de la défensive selon l'état des forces font partie justement de l'art de la guerre...

L'occupation est un moyen d'organisation à condition qu'on en profite pour entretenir concrètement dans l'entreprise une véritable vie de classe, pas seulement avec des discussions, mais avec une participation du plus grand nombre à toutes les tâches pratiques, du ravitaillement aux garderies... C'est bien ce que l'opportunisme évite sciemment, en démoralisant les travailleurs par le vide, en les occupant avec de sinistres parties de cartes, ou des visites de maires ou de députés en mal de voix...

Enfin, l'occupation peut être la base d'une extension de la lutte, ou d'une coordination des grèves, comme cela a été tenté à Lip, à l'IMRO de Rouen ou à Darboy, un point d'ancrage pour les chômeurs de la région, ou pour les immigrés en lutte dans les foyers voisins. Au lieu d'être, comme l'opportunisme l'a imposé à Alstom ou à Manufrance, une prison pour des occupants obsédés par la chasse aux « provocateurs », prison fermée aux autres travailleurs et à l'oxygène qu'ils peuvent apporter, mais ouverte aux négociateurs patronaux et aux flics à l'occasion.

Comme toutes les luttes partielles, le combat des travailleurs qu'on veut sacrifier à la restructuration capitaliste doit avoir pour guide l'unification concrète des travailleurs de toutes catégories et situations (par exemple en demandant la réduction du temps de travail pour tous), le resserrement des liens de classe : ce qui exige, quelles que soient au départ les « idées » des travailleurs, leur organisation indépendante par rapport aux défenseurs du produit, de l'entreprise et de l'économie nationale !

« Effet - Coluche »

Marianne aussi a son bouffon !

Coluche fait donc un tabac. Plus de 10-12 % des voix. Les « quatre grands » de la « classe politique » sont dépités, furieux. On les comprend.

Que les élections soient une comédie, soit ! Mais c'est une comédie spéciale. Les rôles sont joués d'avance, les dés sont pipés, la seule chose à décider, ce n'est même plus qui foulera aux pieds les intérêts des travailleurs, comme le disait Marx, puisque le parlement et les élections n'ont plus rien à dire, même pas pour le budget, comme s'en plaint le PCF...

Certes, sur scène, on joue une comédie, mais une comédie austère, sérieuse, c'est-à-dire qui doit faire sérieuse pour le parterre. Il faut que le public se prenne au jeu, il faut parvenir à lui faire croire qu'il tire lui-même les ficelles. Sinon, il risquerait de ne plus prendre goût au spectacle et de monter sur la scène, de s'emparer des coulisses, de s'apercevoir qu'il n'y a plus qu'un décor hypocrite et suranné, et de foutre tout ce bataclan à la rue.

Alors, qu'un comique en salopette se trompe de planches et, au lieu de répandre son humeur aux relents contestataires sur la scène du cabaret, se mette à jouer la comédie électorale comme une vraie comédie, avec ses souliers encore crottés de la boue du caniveau qui joute la boutique, c'en est trop !

Et nos gauchistes soixante-huitards empâtés, que pensent-ils de tout cela ? Arlette, ravalant son sérieux moralisateur, est bien trop prise au piège de la démagogie envers les « petites gens » pour ne pas être contrainte d'applaudir du bout des doigts. En revanche, pour Krivine, le terrible révolutionnaire internationaliste (sic !), Coluche salit la politique, ce qui prouve que Krivine a fait son nid dans la comédie parlementaire et qu'on vient déranger son jeu et ses petites intrigues.

Que le pied de nez d'un trublion monté sur la scène de la politique électorale suffise à cristalliser un véritable mouvement de sym-

pathie et même une authentique campagne, cela montre à quel point grandit le dépit vis-à-vis de la politique bourgeoise, notamment parmi la jeunesse et certaines franges de la classe ouvrière.

Cependant Coluche est trop représentatif de l'esprit petit-bourgeois et de l'impuissance petite-bourgeoise pour dépasser la simple irrévérence envers Marianne (irrévérence qui risque de devenir bien fade en perdant de sa spontanéité initiale), pour arracher vraiment les rideaux qui cachent les coulisses avec leur monde grouillant de politiciens corrompus, où se mêlent le pègre et les comités de l'administration, des affaires, de la culture bourgeoise et de l'Etat, des essaïms de parasites, de larbins et de mercenaires, qui, tous, vivent sur le dos de la classe ouvrière.

Coluche prétend « foutre la merde ». Mais faut-il vraiment en rajouter dans la politique bourgeoise qui n'est déjà rien d'autre ? Le bouffon fait aussi partie du système...

Lisez la presse
du Parti
el-oumami
Il programma comunista
el proletario
Kommunistisches
Programm

Vie du prolétariat

● Lu dans la presse internationale

Le n° 39 (novembre 1980) de *El Comunista* contient, à côté d'un éditorial sur « Le capitalisme entre la violence et la guerre », des articles sur l'été polonais, la guerre Irak-Iran, la Chine, la lutte de Fiat, plusieurs correspondances ouvrières, ainsi qu'un article de fond important sur « Marxisme et Etat fédéral ».

Le fédéralisme est une constante dans l'histoire du mouvement ouvrier espagnol et il n'existe pas aujourd'hui de courant d'extrême gauche qui ne le revendique, tant comme forme de l'Etat bourgeois que comme forme de l'Etat prolétarien. Contre ces illusions tenaces, l'article commence par nier que le fédéralisme dans le cadre de l'Etat bourgeois soit un antidote contre l'oppression nationale, en prenant des exemples actuels, comme celui des USA et de l'Organisation des Etats Américains.

Il rappelle, à travers des textes de Marx, Engels, Lénine, le principe marxiste fondamental du centralisme, au niveau du parti comme de la révolution et de l'Etat, principe qui ne contredit ni la lutte nécessaire contre toute oppression nationale, ni l'application de l'autonomie locale dans le cadre des lois générales de l'Etat unitaire, comme moyen permettant une large participation des masses à la gestion de l'Etat révolutionnaire.

Dans ce cadre, la forme fédérale prise historiquement par l'Etat de Lénine ne constitue pas un reniement, mais une concession nécessaire à l'état d'esprit des nationalités périphériques opprimées, une « forme transitoire vers l'unité totale », dont les inconvénients devaient être surmontés grâce à la centralisation du parti, à l'échelle nationale et internationale.

Et en Espagne ? L'histoire montre que le fédéralisme et le particularisme régional n'y ont jamais constitué une entrave à la centralisation et au totalitarisme croissants de la politique bourgeoise, pas plus qu'ils n'ont jamais joué un rôle subversif vis-à-vis de l'Etat central.

Ainsi, le fédéralisme n'est ni ne peut être un principe, ni pour les forces de la conservation bourgeoise, ni pour le prolétariat révolutionnaire. Nous sommes au contraire pour le renforcement et la concentration des forces de la révolution, contre la réformation de l'Etat dans le sens illusoire et défaitiste du fédéralisme.

Le numéro 12 de *El Oumami* (novembre-décembre 1980) contient des articles sur l'immigration (accords franco-algériens ; grève des mineurs marocains), sur le Maghreb (prisonniers politiques ; tremblement de terre d'El Asnam ; « ouverture » syndicale en Tunisie ; austérité et lutte au Maroc), un article international (la récession en Occident), un article théorique (la Russie est bien impérialiste) et un article de critique politique sur le PRS et ses dissidents.

L'éditorial, intitulé *Pas de fraternité entre exploités et exploités !*, dénonce le cynisme de la bourgeoisie algérienne qui n'a pas hésité à utiliser le tremblement de terre d'El Asnam pour appeler à ressouder une « solidarité » et une « unité nationale » que les contradictions de classe de plus en plus aiguës et les luttes sociales de ces derniers mois ont commencé à ébranler. L'article exhorte le prolétariat algérien à approfondir le fossé qui le sépare de la bourgeoisie, à finir de casser le « front de classes » forgé sous la houlette du FLN durant la révolution algérienne et qui paralyse encore ses efforts de lutte et d'organisation autonomes. Ce dont ont besoin les prolétaires d'El Asnam, c'est d'une véritable solidarité de classe, qui doit se concrétiser en dehors des canaux officiels ou officieux de la bourgeoisie et de son influence, ce qui suppose un minimum d'organisation prolétarienne indépendante. En l'absence d'une telle organisation, les sentiments de solidarité les plus généreux peuvent être utilisés par l'Etat bourgeois pour renforcer son prestige et accroître le poids de l'illusion suivant laquelle il serait une institution « au-dessus des classes » et au service, de « tout le peuple », alors qu'il n'est en réalité qu'une bande armée au service des exploités. C'est dans le sens de cette organisation indépendante du prolétariat qu'il faut travailler.

● Contre l'offensive anti-immigrés

Ci-dessous des extraits d'un tract diffusé par nos militants dans l'Ouest :

« Augmentation des prix, fermeture d'entreprises, chômage partiel, préretraites, etc. L'économie est malade, et les ouvriers en font les frais.

Evidemment, il ne faut pas attendre que les bourgeois avouent que c'est l'ensemble de leur système qui fait faillite. Non, le coupable, voyez-vous, c'est encore une fois l'ouvrier !

Ils ne disent pas tous les ouvriers, mais seulement ceux qui sont les plus mal logés, les plus mal payés, ceux qui font le travail le plus dur et le plus sale, ceux qui ne parlent même pas bien le français ! Bref, si tout va mal, ils ont trouvé le remède : « les travailleurs immigrés, dehors ! ».

Et pour que les ouvriers croient ça, les bourgeois expliquent : si tu n'as pas de travail, c'est parce que les ouvriers immigrés prennent ta place !

Si l'on suit ce raisonnement, on prend toujours la place de quelqu'un. Cela fait des dizaines et des dizaines d'années que la misère à la campagne pousse les paysans pauvres à venir travailler en ville. Et ce n'est pas une particularité du Maroc ou du Portugal. Chaque année des milliers de gens quittent la Bretagne pour chercher du travail ailleurs... Et des milliers de provinciaux montent à Paris pour essayer d'échapper à la misère.

Ce qui se passe à l'échelle de la Bretagne se passe aussi à l'échelle du monde. La misère est tellement atroce dans les ex-colonies — à cause du pillage impérialiste — que des millions de gens viennent dans les métropoles pour essayer de ne pas crever de faim.

Alors qui prend la place de qui ?

Personne ! C'est la misère provoquée par le capitalisme qui est la cause de toutes ces migrations.

Bref, l'argument des bourgeois, c'est : Paysans, retournez à la campagne, Bretons en Bretagne, Algériens, en Algérie, etc.

Mais la bourgeoisie sait ce qu'elle fait ; le principal résultat de toute cette campagne est d'opposer les catégories ouvrières les unes contre les autres. Battez-vous entre ouvriers pendant ce temps-là, vous ne vous battez pas contre nous, disent les patrons.

Camarades, Toutes ces divisions affaiblissent les ouvriers. Il faut s'y opposer.

Les partis qui transmettent les idées bourgeoises dans les rangs ouvriers sont les principaux responsables de ces divisions. (...)

- Liberté de circulation pour tous les travailleurs !
- Pour l'union internationale de tous les ouvriers !
- Les ouvriers n'ont pas de patrie !

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le 2^e lundi de chaque mois, de 19 h 30 à 21 h 30, Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● A Aix-en-Provence : vente le 2^e samedi de chaque mois, de 11 h à 12 h, au marché devant le Palais de Justice.

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Arles : vente sur le marché du boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 h à 12 h.

● A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 h à 12 h.

● A Besançon : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30, devant le Suma de Planoise, avenue de Franche-Comté.

● A Caen : vente au marché Saint-Pierre de 10 h 30 à 12 h, dimanche tous les quinze jours, soit les 14 et 28 décembre, 11 janvier, etc.

● A Grenoble : vente au marché Saint-Bruno, dimanche tous les quinze jours, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 14 et 28 décembre, 11 janvier, etc.

● Au Havre : vente au marché d'Harfleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois.

● Au Mans : vente sur le marché de Pontlieu, le 2^e dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30.

● A Laval : vente sur le marché de la Cathédrale le 1^{er} samedi de chaque mois, de 10 h 30 à 12 h.

● A Lille : tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

● A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, de 10 h à 11 h, dimanche tous les quinze jours, soit les 14 et 28 décembre, 11 janvier, etc.

● A Nantes : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Tallensac, de 10 h 30 à 11 h 30.

● A Nîmes : vente aux Grandes Halles, entrée rue Général-Perrier, de 10 h à 11 h, le 2^e et le 4^e samedi du mois.

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 15 h à 18 h, et le mercredi de 18 h 30 à 20 h 30 (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

● A Roubaix : vente au marché (face à la poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois.

● A Strasbourg : vente au marché de Neudorf, place du marché, de 9 h à 10 h, le 1^{er} et le 3^e samedi du mois.

● A Toulon : vente au marché du cours L.-Blanc à La Seyne-sur-Mer, dimanche tous les quinze jours, soit les 14 et 28 décembre, 11 janvier, etc.

● A Toulouse : vente au marché Saint-Sernin, le 1^{er} et le 3^e dimanche du mois, de 11 h à 12 h.

● A Valence : vente le dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourges-Valence, place de la Liberté, soit les 14 et 28 décembre, 11 janvier, etc.

EN SUISSE

● A Lausanne : tous les samedis de 10 h à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE POUR LA BELGIQUE

J.A. BP 199

1060 BRUXELLES 6

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE

Editions Programme, 32, rue du Pré-du-Marché

1004 LAUSANNE

Directeur-gérant : SARO

Imprimerie « E.P. »

232, rue de Charenton - 75012 PARIS

Distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission

paritaire de presse : 52926